

tif en vue duquel fut formé le gouvernement actuel; aussi d'anciens adversaires politiques tels que les personnages que vous voyez sur cette estrade se sont-ils tendu la main au-dessus de la table du conseil pour diriger la destinée de la nation en ces jours de danger.

Mon très honorable ami a-t-il entendu ces paroles? Je vais les lui répéter:

Cela ne veut pas dire que je n'avais point de convictions bien arrêtées sur la question du tarif; mais je considère qu'il ne s'agit pas du tarif en ce moment, mais plutôt de faire triompher nos armes.

Peut-il y avoir une déclaration plus claire que celle qu'a faite un membre du gouvernement à cette époque? L'honorable député de Marquette parlait en qualité de membre du Gouvernement. Il parlait en qualité de membre du Gouvernement dont mon très honorable ami faisait lui-même partie alors, et il a dit que le tarif ne serait pas discuté. Sur la foi de cette assurance, il s'est adressé aux électeurs de l'ouest du Canada et d'autres parties du Dominion. En face de cette situation, je demande à mon très honorable ami comment il peut refuser au peuple canadien le droit d'élire un parlement représentatif pour traiter cette question lorsque le temps en sera venu.

L'honorable député de Marquette n'est pas le seul ministre qui a tenu ce langage alors. Un membre du Gouvernement actuel, le ministre de l'Immigration et de la Colonisation (M. Calder) a également donné sa parole aux électeurs concernant ce que ferait le Gouvernement. Je demande maintenant à mon honorable ami (M. Calder) comment il peut demeurer membre du Gouvernement qui se propose de réviser le tarif alors qu'il a fait les déclarations que je vais lui lire, déclarations faites à un moment où le ministre de l'Immigration et de la Colonisation a donné sa parole d'honneur d'homme public aux électeurs du Canada au sujet des raisons qui militaient en faveur du maintien au pouvoir de ce Gouvernement en 1917. Le ministre de l'Immigration et de la Colonisation a dit:

C'est parce que le pays est en guerre que nous sommes tous les trois assis sur les bancs du Gouvernement. La seule question à résoudre est de savoir si nous allons y rester. Nous avons accepté l'union simplement pour les fins immédiates de cette guerre et la solution des problèmes qui surgissent de la guerre, et nous sommes prêts... (Approbations).

J'entends des honorables députés de la droite applaudir la déclaration qui se rapporte à la solution des problèmes créés par la guerre. Les honorables députés de la droite prétendent-ils que le tarif est une

[L'hon. Mackenzie King.]

question qui a été engendrée par la guerre? Si oui, ils peuvent placer tous les problèmes au monde dans la même catégorie. Si mon honorable ami (M. Calder) est de cet avis, il a, sans contredit, fait volte-face avec son attitude de cette époque, lorsqu'il a affirmé que le Gouvernement ne s'occuperait pas du tarif. En 1917, mon honorable ami a eu bien soin de dire que le Gouvernement laisserait la question du tarif de côté. Mon honorable ami (M. Calder) continue:

Nous sommes prêts pour le moment à faire taire nos divergences d'opinion en ce qui concerne nos problèmes locaux et domestiques. Il le faut dans l'intérêt de l'union. Imaginez ce qui serait arrivé si M. Crerar avait tenté de s'entendre avec sir Thomas White sur des questions tarifaires.

Je répète ce qu'a dit l'honorable ministre:

Imaginez ce qui arriverait si M. Crerar avait tenté de s'entendre avec sir Thomas White sur la question du tarif.

Je demande à mes honorables collègues de la droite qui ont applaudi à l'idée que le tarif pourrait être une question créée par la guerre s'ils approuveront cette observation. A moins qu'ils ne soient disposés à le faire, ils n'ont pas le droit de présumer que le tarif est un problème qu'ils peuvent traiter à l'exclusion d'un Parlement qui en a reçu le pouvoir du peuple. Mon honorable ami poursuit:

Nous n'aurions jamais eu l'union s'il avait fallu inclure dans son programme la question du tarif douanier.

Je demande à mon honorable ami en sa qualité de membre du Gouvernement actuel et de membre du Gouvernement, qui parlait à cette époque, s'il pensait ce qu'il disait alors?

Un DEPUTE: Il badinait.

L'hon. MACKENZIE KING: Mon honorable ami disait-il la vérité à ce moment ou avait-il autre chose à l'idée? Etait-il parfaitement sincère? Je trouve difficile de concilier ses observations et sa volonté de rester aujourd'hui dans un ministère qui essaie de s'occuper du tarif. Je vais lire la phrase de nouveau:

Nous n'aurions jamais eu l'union s'il avait fallu inclure dans son programme la question du tarif douanier.

L'hon. M. LEMIEUX: Qui a dit cela?

L'hon. MACKENZIE KING: Le ministre de l'Immigration et de la Colonisation, le président actuel du conseil privé. Il continue:

Nous avons trouvé indispensable des deux côtés, de la part du parti conservateur et